

## Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 04 juillet 2017 :

### **Présents :**

MM. Galant J., Bourgmestre, **Présidente**,  
Caulier G., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridan M., **Echevins**,  
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,  
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,  
Decamps P., Chanoine V., Delhay J., Demoustiez A., Decoster C.,  
Egels E., Petit N., **Conseillers**,  
Gillard S., **Directeur général**.

**Excusés :** Horny D., Echevin ; Vanderkel A., Robette-Delputte F.,  
Dessilly V., Conseillers

*Monsieur Delhay quitte la séance en début de huis clos, à savoir au point 25.*

-----

*Avant d'entamer la séance, la Présidente propose l'ajout d'un point supplémentaire portant sur le lancement d'une nouvelle procédure de marché public relative à la désignation d'un prestataire pour les services de téléphonie fixe et mobile au bénéfice de la Commune et du CPAS de Jurbise. Cette proposition est approuvée à l'unanimité.*

-----

### **1. Approbation du procès-verbal de la séance du 30 mai 2017 – partie publique – approbation.**

*Madame Senecaut propose d'aborder directement la question orale qu'elle a souhaité poser à la Présidente, relative au courrier de motivation que cette dernière avait promis de lui transmettre concernant les lettres de félicitation adressées aux communiantes de l'entité.*

*La Présidente remet à Madame Senecaut, ainsi qu'au Directeur général, le courrier de motivation sollicité.*

A l'issue de cet échange, **LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique, Approuve à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 30 mai 2017, partie publique**

-----

### **2. Finances – Situation de caisse en date du 16 juin 2017 – information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**  
**Prend connaissance de l'information.**

-----

### **3. Finances – Délibération du 2 mai 2017 du Conseil communal établissant une redevance pour la participation des enfants aux cours dispensés par l'Ecole de Musique d'Erbisoeul – approbation par les autorités régionales de tutelle en date du 2 juin 2017 – information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**  
**Prend connaissance de l'information.**

-----

4. **Personnel** – Délibération du 2 mai 2017 du Conseil communal modifiant les articles 14 et 15, et ajoutant une annexe 7, du Règlement de travail du personnel communal non enseignant – approbation par les autorités régionales de tutelle en date du 31 mai 2017 – **information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,  
Prend connaissance de l'information.**

5. **Personnel** – Délibération du 2 mai 2017 du Conseil communal modifiant les articles 49 et 90, les dispositions finales et l'annexe 6 du Règlement de travail du personnel communal non enseignant – approbation par les autorités régionales de tutelle en date du 31 mai 2017 – **information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,  
Prend connaissance de l'information.**

6. **Sécurité-Prévention** – Courrier d'Infrabel concernant la remise en état de clôtures à Erbisoeul et Masnuy-Saint-Pierre – **information**

*Monsieur Delhaye demande si les clôtures qui doivent encore être installées à Masnuy-St-Pierre, sont les mêmes que celles installées à Erbisoeul. La Présidente lui répond ne pas disposer des informations utiles à ce propos.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,  
Prend connaissance de l'information.**

7. **Sécurité-Prévention** – règlement complémentaire de roulage relatif à l'établissement d'une zone résidentielle sur la rue Valère Letot à Herchies-Vacresse – **approbation**

*Monsieur Delhaye demande un éclaircissement quant à la notion de « zone résidentielle » pour une rue comme la rue Valère Letot. La Présidente lui précise que sont ici prévus des aménagements de voirie, sans réel grand changement pour les habitations en tant que telles.*

*Madame Senecaut propose de réfléchir à une extension de ce type de réglementation à d'autres rues de l'entité. La Présidente, tout en approuvant l'idée de mener une telle réflexion, rappelle toutefois le caractère rural de la commune de Jurbise, et la nécessité de tenir compte du passage de gros véhicules, tels que des tracteurs, sur ces voiries.*

*Monsieur Delhaye demande des précisions quant aux bornes amovibles qui seront installées. La Présidente lui confirme que ces dispositifs pourront être enlevés au besoin.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu la Loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code de la Route, et plus particulièrement son article 22bis, portant sur la circulation dans les zones résidentielles et dans les zones de rencontre ;

Vu la Circulaire ministérielle wallonne du 23 mai 2011 ;

Vu l'ordre de commencer les travaux, donné le 25 avril 2017, pour le chantier relatif à l'amélioration de la rue Valère Letot à Herchies, travaux consistant à la rénovation de l'état de la voirie, à la pose de trottoirs et à la création d'une zone résidentielle ;

Considérant que la zone résidentielle a pour objectif d'offrir un cadre convivial afin de tisser des relations de voisinage, de développer la vie sociale d'un quartier et de permettre aux enfants de jouer dans l'espace autour de leur habitation ;

Considérant que la zone résidentielle concerne les déplacements aussi bien des piétons que des véhicules, et que la vitesse de circulation de ceux-ci est limitée à 20 km/h ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1er ::** Dans la rue Valère Letot à Herchies, une zone résidentielle sera créée depuis l'intersection avec le Vieux Chemin de Mons (entrée de la zone résidentielle) jusqu'au tronçon matérialisé par le placement du troisième dispositif surélevé destiné à casser la vitesse. Des zones de stationnement seront créées et matérialisées via un marquage routier sous forme de ligne blanche. A chaque emplacement de stationnement seront placés un bac à fleurs et deux bornes amovibles.

**Article 2 :** Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal F12a (entrée de zone résidentielle), d'un signal F12b (fin de zone résidentielle) et de trois dispositifs surélevés par rapport à la voirie.

**Article 3 :** Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

- 
- 8. Sécurité-Prévention** – règlement complémentaire de roulage relatif à la réalisation d'une zone striée interdisant le stationnement des véhicules face au n°16 de la rue Docteur Fontaine – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu la Loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures ;

Vu les locations régulières de la salle du Cercle Familia située à la rue Docteur Fontaine n°14 à Herchies ;

Considérant les trois habitations situées dans le rayon de la servitude de passage ;

Vu la situation particulière de l'habitation située à la rue Docteur Fontaine n°6 à 7050 Herchies, et de la personne à mobilité réduite qui y réside ;

Vu qu'il est indispensable que toute personne puisse sortir de chez elle en tout temps et en toutes circonstances ;

Vu les incivilités constatées de personnes occupant la salle du Cercle Familia, qui se stationnent de manière anarchique, et bloquent la sortie de propriété de certains riverains ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1er :** Dans la rue Docteur Fontaine à Herchies, en face du numéro 6, entre le bord du filet d'eau et la partie de la voie publique située en face du portail de ladite habitation, une zone d'interdiction de stationner sera créée dans l'alignement des potelets jaunes existants.

**Article 2 :** Cette mesure sera matérialisée par un marquage au sol (bord rouge, fond bleu) représentant le signal E1.

**Article 3 :** Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

**9. Secrétariat – ASBL Terre : demande de renouvellement de la convention pour la collecte des textiles ménagers – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 déterminant les modalités de gestion de la collecte des déchets textiles ménagers ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement wallon susmentionné précise que la collecte des textiles usagés en porte-à-porte ou par le biais d'un point d'apport volontaire autre que les parcs à conteneurs, est subordonnée à la conclusion préalable d'une convention entre le collecteur et la Commune sur le territoire de laquelle la collecte est opérée ;

Vu que l'article 14bis § 1<sup>er</sup>. Al.3. de l'Arrêté du Gouvernement wallon susmentionné précise que « le collecteur adresse un exemplaire signé de la convention à l'Office wallon des déchets » ;

Vu le courrier du 22 mai 2017 adressé à la Commune de Jurbise, par lequel l'ASBL TERRE sollicite un renouvellement de la convention signée en 2013 ;

Considérant qu'il est proposé au Conseil communal de mandater Madame Jacqueline GALANT, Bourgmestre, et Monsieur Stéphane GILLARD, Directeur général de l'Administration, pour représenter la Commune de Jurbise et signer la convention dont question ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1.** - D'approuver les termes de la convention pour la collecte des textiles ménagers, annexée à la présente délibération.

**Article 2.** - De mandater la Bourgmestre et le Directeur général pour signer la convention en question, en trois exemplaires originaux.

**Article 3.** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à l'ASBL Terre pour disposition, qui sera chargée d'en transmettre un exemplaire signé à l'Office wallon des Déchets.

-----

**10. Secrétariat – Intercommunale IGRETEC : Assemblée générale ordinaire le mercredi  
28 juin 2017 – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IGRETEC ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 7 mai 2013 ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IGRETEC le 28 juin 2017;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Affiliations/Administrateurs ;
2. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2016 – Rapport de gestion du conseil d'administration – rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes ;
3. Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2016 ;
4. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration ;
5. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2016
6. In House : modifications de fiche(s) de tarification.

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC ;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

D'approuver la ratification de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Affiliations/Administrateurs ;
2. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2016 – Rapport de gestion du conseil d'administration – rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes ;
3. Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2016 ;
4. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration ;
5. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2016

6. In House : modifications de fiche(s) de tarification.

**Article 2 :**

La présente résolution sera transmise pour information à IGRETEC, au Gouvernement Provincial, au Ministre des Pouvoirs Locaux ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier.

-----  
**11. Secrétariat – Intercommunale IPFH : Assemblée générale ordinaire le jeudi 22 juin 2017 – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Considérant** l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H.;

**Considérant** les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

**Considérant** que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal, et que ces délégués ont été désignés lors du Conseil Communal du 07 mai 2013;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 22 juin 2017 ;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2, 3, 4, 5 et 6 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

**Qu'il** convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal les points 2, 3, 4, 5 et 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** D'approuver la ratification du point 2°) de l'ordre du jour, à savoir:

- Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2016 ;

**Article 2 :** D'approuver la ratification du point 3°) de l'ordre du jour, à savoir:

- Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2016 ;

**Article 3 :** D'approuver la ratification du point 4°) de l'ordre du jour, à savoir :

- Décharge à donner aux membres du collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2016 ;

**Article 4 :** D'approuver la ratification du point 5°) de l'ordre du jour, à savoir :

- Prise de participation en ActiVent Wallonie ;

**Article 5:** D'approuver la ratification du point 6°) de l'ordre du jour, à savoir :

- Nominations statutaires ;

**Article 6:**

- De charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal
- De charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Article 7:** Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 a 6000 CHARLEROI) ;
- au Gouvernement provincial ;
- au Ministre des pouvoirs locaux.

-----  
**12. Secrétariat – Intercommunale HYGEA : Assemblée générale ordinaire le jeudi 22 juin 2017 – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale HYGEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 18 mai 2017 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 22 juin 2017 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;



- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur une information administrative relative à la désignation du Réviseur ;

Considérant qu'en date du 18 mai 2017, le Conseil d'administration a pris acte de l'information et a décidé de soumettre ce point à l'Assemblée générale de juin pour prise d'acte.

- Considérant que les **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activités du Conseil d'Administration pour l'exercice 2016 ;

Considérant qu'en date du 18 mai 2017, le Conseil d'administration a approuvé le projet de rapport d'activités et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que le **troisième point inscrit** à l'ordre du jour porte sur les modifications statutaires suivantes :

- Modification de l'article 55 - Comptabilité ;

Considérant qu'en date du 18 mai 2017, le Conseil d'administration a marqué son accord sur la modification de l'article 55 des statuts de l'intercommunale.

- Considérant que les **quatrième, cinquième et sixième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur ;

Considérant que le Conseil d'administration a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2016 et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que le **septième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs ;

Qu'en effet, conformément à l'article 33 § 4 des statuts de l'HYGEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2016, aux Administrateurs ;

- Considérant que le **huitième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner au Réviseur ;

Qu'en effet, conformément à l'article 33 § 4 des statuts de l'HYGEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de sa mission pour l'exercice 2016, au Réviseur ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1 :**

- De prendre acte des informations relatives à la désignation du réviseur.

**Article 2 :**

- D'approuver les comptes 2016.

**Article 3 :**

- D'approuver les modifications statutaires, à savoir, l'article 55 – Comptabilité des statuts de l'Intercommunale HYGEA.

**Article 4 :**

- D'approuver les comptes 2016.

**Article 5 :**

- De donner décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2016.

**Article 6 :**

- De donner décharge au Réviseur pour l'accomplissement de sa mission au cours de l'exercice 2016.

-----  
**13. Secrétariat – Intercommunale IDEA : Assemblée générale ordinaire le mercredi 28 juin 2017 – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 24 mai 2017 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 28 juin 2017 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur une information administrative relative à la désignation du Réviseur ;

Considérant qu'en date du 24 mai 2017, le Conseil d'administration a pris acte de l'information et a décidé de soumettre ce point à l'Assemblée générale de juin pour prise d'acte.

- Considérant que les **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la présentation et l'approbation du rapport d'activités du Conseil d'Administration pour l'exercice 2016 ;

Considérant qu'en date du 24 mai 2017, le Conseil d'administration a approuvé le projet de rapport d'activités et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que les **troisième, quatrième et cinquième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats 2016 et sur le rapport du Réviseur ;

Considérant que le Conseil d'administration a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2016 et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que le **sixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs ;

Qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2016, aux Administrateurs ;

- Considérant que le **septième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner au Réviseur ;

Qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de sa mission pour l'exercice 2016, au Réviseur ;

- Considérant que le **huitième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la composition du Conseil d'Administration :

Considérant que le Conseil d'Administration du 24 mai 2017 a acté la désignation de Madame Isabelle GALANT, Conseillère provinciale, pour remplacer Monsieur Bernard LIEBIN au sein du Conseil d'Administration d'IDEA en qualité d'administratrice d'IDEA ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 24 mai 2017 a acté la désignation de Monsieur Joris DURIGNEUX, Conseiller communal à Dour, pour remplacer Monsieur Pierre TACHENION au sein du Conseil d'Administration d'IDEA en qualité d'Administrateur.

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1 :**

- De prendre acte des informations relatives à la désignation du réviseur.

**Article 2 :**

- D'approuver le rapport d'activités 2016 du Conseil d'Administration.

**Article 3 :**

- D'approuver les comptes 2016.

**Article 4 :**

- De donner décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2016.

**Article 5 :**

- De donner décharge au Reviseur pour l'accomplissement de sa mission au cours de l'exercice 2016.

**Article 6 :**

- D'approuver la modification relative à la composition du Conseil d'Administration, à savoir :
  - la désignation de Madame Isabelle GALANT, Conseillère provinciale, en remplacer de Monsieur Bernard LIEBIN au sein du Conseil d'Administration d'IDEA en qualité d'administratrice d'IDEA ;
  - la désignation de Monsieur Joris DURIGNEUX, Conseiller communal à Dour, en remplacement de Monsieur Pierre TACHENION au sein du Conseil d'Administration d'IDEA en qualité d'Administrateur.

-----  
**14. Secrétariat – Intercommunale IDETA : Assemblée générale ordinaire le mercredi 28 juin 2017 – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique**

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 7 mai 2013 ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 28 juin 2017 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Démission / Désignation d'administrateur
2. Rapport de gestion 2016
3. Comptes 2016 et affectation des résultats
4. Rapport du Commissaire-Réviseur
5. Décharge au Commissaire-Réviseur
6. Décharge aux Administrateurs
7. Rapport annuel du Comité de rémunération de l'Intercommunale Ideta Scrl
8. Divers

Qu'il convient donc de soumettre à approbation du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA;

Sur proposition du Collège communal, après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Démission / Désignation d'administrateur ».

D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Rapport de gestion 2016 ».

D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Comptes 2016 et affectation des résultats ».

D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Rapport du Commissaire-Réviseur ».

D'approuver le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Décharge au Commissaire-Réviseur ».

D'approuver le point n° 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Décharge aux Administrateurs ».

D'approuver le point n° 7 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Rapport annuel du Comité de rémunération de l'Intercommunale Ideta Scrl ».

D'approuver le point n° 8 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Divers ».

**Article 2 :**

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Intercommunale IDETA, à Monsieur le Directeur financier ainsi qu'au département administratif.

-----  
**15. Secrétariat – Intercommunale CISC M : Assemblée générale ordinaire le lundi 26 juin 2017 – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

**Considérant** l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

**Considérant** que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISC M par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité, et que ceux-ci ont été désignés par le Conseil communal du 07 mai 2013 ;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISC M du 26 juin 2017;

**Considérant** que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

**Considérant** que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

**Considérant** que l'ordre du jour porte sur :

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration du 15 mai 2017 ;
2. Rapport du Réviseur d'entreprises ;
3. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016– approbation
4. Rapport de rémunération (Comité de rémunération du 15 mai 2017) ;
5. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2016 ;
6. Décharge à donner au Réviseur pour l'exercice de son mandat au cours de l'année 2016 ;
7. Rapport d'activités 2016 ;
8. Acte authentique confirmant les modifications de statuts décidées lors de l'assemblée générale du 28 novembre 2016 ;
9. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du CISCAM du 26 juin 2017 qui nécessitent un vote.

**Article 2 :**

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration du 15 mai 2017 ;
2. Rapport du Réviseur d'entreprises ;
3. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016— approbation
4. Rapport de rémunération (Comité de rémunération du 15 mai 2017) ;
5. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2016 ;
6. Décharge à donner au Réviseur pour l'exercice de son mandat au cours de l'année 2016 ;
7. Rapport d'activités 2016 ;
8. Acte authentique confirmant les modifications de statuts décidées lors de l'assemblée générale du 28 novembre 2016 ;
9. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

**Article 3 :** de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** de transmettre la présente délibération à l'intercommunale CISCAM.

-----  
**16. Secrétariat** – Intercommunale CHU Ambroise Paré : Assemblée générale ordinaire le  
jeudi 29 juin 2017 – **ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** le décret du 19 juillet 2006 modifiant le livre V de la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;

**Considérant** que la Commune de Jurbise est affiliée à la S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage ;

**Vu** l'article 1523-11 du livre V, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**Vu** le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

**Considérant** que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentants la majorité du Conseil Communal ;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré du 29 juin 2017 ;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHU Ambroise Paré;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1er :** d'approuver :

- le procès-verbal de la séance du 22 décembre 2016 ;
- le rapport annuel de gestion – année 2016 ;
- la présentation des comptes relatifs à l'exercice 2016 et ses règles d'évaluation ;
- le rapport du Commissaire-Réviseur ;
- le rapport du Collège des Contrôleurs ;
- les comptes 2016 ;
- la décharge donnée aux Administrateurs ;
- la décharge donnée aux membres du Collège des Contrôleurs ;
- la décharge donnée au Commissaire-Réviseur ;
- la démission du Dr Michèle BRASSEUR de son poste d'Administrateur représentant l'Association des médecins de l'Hôpital Saint-Georges, et désignation du Dr Line VANDEBROUCK en qualité d'observatrice représentant l'Association des médecins de l'Hôpital Saint-Georges ;
- la désignation des délégués des délégués du CHUPMB pour siéger au sein de l'Assemblée générale de l'ASBL Tivoli ;
- la prise de l'acte de la liste des délégués de l'ASBL Tivoli à l'Assemblée générale du CHUPMB ;
- Désignation des administrateurs représentant l'ASBL Tivoli au Conseil d'administration du CHUPMB.

**Article 2 :**

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.



### **Article 3 :**

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale CHUPMB Ambroise Paré – Chêne aux Haies;
- au Gouvernement provincial ;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

**17. Secrétariat** – Société terrienne de Crédit social du Hainaut : Assemblée générale ordinaire le mardi 20 juin 2017 – **ratification**

### **LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique**

Vu l'affiliation de la Commune à la Société Terrienne de Crédit Social du Hainaut ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communale du 7 mai 2013 ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de la Société le 20 juin 2017 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

- 1) Approbation des p-v des Assemblées générales ordinaires et extraordinaires du 16 juin 2016
- 2) Rapport de gestion 2016 du Conseil d'administration aux associés
- 3) Présentation des comptes annuels 2016
- 4) Rapport du Commissaire-réviseur
- 5) Approbation des comptes 2016
- 6) Affectation du résultat
- 7) Décharge aux administrateurs
- 8) Décharge au Commissaire-réviseur
- 9) Admission /Démission d'Administrateur(s)
- 10) Divers

### **LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1er.** : D'approuver l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale de la « Société Terrienne de Crédit Social du Hainaut», à savoir :

- 1) Approbation des p-v des Assemblées générales ordinaires et extraordinaires du 16 juin 2016
- 2) Rapport de gestion 2016 du Conseil d'administration aux associés
- 3) Présentation des comptes annuels 2016
- 4) Rapport du Commissaire-réviseur
- 5) Approbation des comptes 2016

- 6) Affectation du résultat
- 7) Décharge aux administrateurs
- 8) Décharge au Commissaire-réviseur
- 9) Admission /Démission d'Administrateur(s)
- 10) Divers

## **Article 2 :**

La présente résolution sera transmise pour information à la « Société Terrienne de Crédit Social du Hainaut », ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier.

-----

### **18. Projets – Appel à candidature dans le cadre du projet régional wallon de reprise des canettes usagées – approbation**

*Monsieur Delbaye demande à connaître le coût du dispositif qui pourrait être prévu, et s'il est possible d'obtenir un descriptif de ce dernier. La Présidente et le Président du CPAS l'informe toutefois qu'il s'agit, à ce stade, d'une déclaration d'intention que le Conseil communal doit émettre, mais qu'aucune information n'a été fournie quant au coût et au descriptif du dispositif envisagé. Ils précisent toutefois que les frais d'achat de celui-ci seront pris en charge par la Région Wallonne, et que seules 10 communes seront sélectionnées.*

## **LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration ;

Vu l'appel à candidatures lancé par le Ministre régional wallon Carlo Di Antonio, relatif au projet de reprises des canettes usagées, et reçu par courrier postal le 07 juin 2017 ;

Attendu qu'il est prévu, dans le cadre de cet appel à candidatures, de mettre en place, dans 10 communes wallonnes, un système pilote de reprise des canettes métalliques usagées via des dispositifs spécifiques placés dans des lieux stratégiques ;

Attendu que c'est la Wallonie qui financerait la mise en place et le déroulement de cette expérience pilote, tandis que la Commune serait responsable du nettoyage de l'espace utilisé pour le placement du dispositif ;

Attendu que parmi les communes ayant posé leur candidature, celles qui seront choisies afin de faire partie de l'expérience pilote le seront sur base d'un questionnaire et sur base de critères socio-démographiques et géographiques ;

Attendu que le dossier doit être rentré pour le 14 juillet 2017 à minuit au plus tard, par courrier postal ;

## LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

**Article 1<sup>er</sup>.** - D'approuver l'introduction du dossier communal à l'appel à candidatures régional wallon, initié dans le cadre du projet de reprises des canettes usagées.

**Article 2.** - En cas de sélection de son dossier, la Commune de Jurbise s'engagera à nettoyer l'espace utilisé pour le placement du dispositif.

**Article 3.** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération au Service Public de Wallonie, annexé au formulaire de candidature prévu à cet effet, ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier, pour disposition.

-----

### 19. **Marchés publics** – MP 2017-23-SG relatif à l'acquisition de détecteurs de fumée à usage domestique : conditions, mode de passation et CSCh – **approbation**

*Madame Senecaut demande si, comme c'est le cas pour la distribution des sacs-poubelles, ce seront les membres du Collège communal qui se chargeront de la distribution de ces appareils. La Présidente lui répond par l'affirmative.*

*Madame Senecaut s'interroge également sur le nombre d'appareils envisagés, à savoir un par foyer, soit à peu près 4.300, alors qu'une récente étude démontre que 86% des logements wallons sont déjà pourvus de détecteurs de fumée. Elle demande par conséquent si un appareil sera fourni à chaque foyer, alors que la plupart en dispose probablement déjà, ou si une sélection sera opérée. La Présidente lui répond, tout en rappelant qu'un détecteur de fumée a une durée de vie limitée à 10 ans, qu'un appel a été lancé aux citoyens afin de les inviter à faire part de leur intérêt pour l'octroi d'un détecteur, ce qui permettra de procéder à une estimation des besoins.*

## LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 16 février 2017 modifiant la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'auteur de projet a établi une description technique N° 2017-23-SG pour le marché "Acquisition de détecteurs de fumée à usage domestique" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 28.925,61 € hors TVA ou 34.999,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en Modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017, article 351/52255:20170046.2017 ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été demandé en date du 17 mai 2017 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2017-23-SG et le montant estimé du marché "Acquisition de détecteurs de fumée à usage domestique", établis par l'auteur de projet. Le montant estimé s'élève à 28.925,61 € hors TVA ou 34.999,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit en Modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017, article 351/52255:20170046.2017.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**20. Marchés publics – MP 2017-24-SG-MT relatif à la désignation d'un prestataire pour l'organisation d'activités diverses avec des chevaux de trait : conditions, mode de passation, CSCh et liste des prestataires à consulter – approbation**

*Après avoir présenté ce point, la Présidente propose de consulter un prestataire supplémentaire par rapport à la liste initiale reprenant 3 soumissionnaires, à savoir Monsieur Jean Pottiez, sis rue Pol Gigot 3 à 7332 Sirault.*

*Monsieur Delhaye demande quel sera l'impact financier de ce projet. La Présidente lui répond que l'impact sera a priori nul, la Commune ayant obtenu une promesse de subside de 10.000 € dans ce dossier.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 16 février 2017 modifiant la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'auteur de projet a établi une description technique N° 2017-24-SG-MT pour le marché "Désignation d'un prestataire pour l'organisation d'activités diverses avec chevaux de trait";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 9.090,90 € hors TVA ou 10.999,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que la date du 18 août 2017 à 12h00 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2017, article 569/124-02, et sera également prévu aux exercices ultérieurs ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2017-24-SG-MT et le montant estimé du marché "Désignation d'un prestataire pour l'organisation d'activités diverses avec chevaux de trait", établis par l'auteur de projet. Le montant estimé s'élève à 9.090,90 € hors TVA ou 10.999,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable. Les prestataires suivants seront consultés :

- ASBL Les Flocons, Monsieur J. Wautier, rue du Sart 45 à 1460 Ittre
- Les Attelages du Bois Vignol, Monsieur G. Belot, rue du Cailloi, 31 à 7063 Soignies
- Trait pour Trait, Monsieur M. Maradics, rue de l'Espiniat 26, à 1380 Ohain
- Jean Pottiez, rue Pol Gigot 3, à 7332 Sirault

Article 3. - De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 18 août 2017 à 12h00.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2017, article 569/124-02, ainsi qu'aux exercices ultérieurs.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**21. Marchés publics – MP 2017-25-SG-CL relatif à désignation d'un prestataire pour la décoration d'espaces publics en période de Noël : conditions, mode de passation et CSCh – approbation**

*Monsieur Delhaye est interpellé par les montants qui seraient ici engagés, et demande à savoir si le Collège communal peut déjà indiquer quels aménagements et décorations seront concrètement prévus, et où. La Présidente lui répond qu'il conviendra dans un premier temps de prendre connaissance des propositions qui seront faites par les soumissionnaires, mais que les places de village et les rues principales seront ciblées.*

*A la question de Monsieur Delhaye, la Présidente confirme également que les décorations qui étaient jusqu'à présent réalisées et installées par les services communaux, continueront à être utilisées.*

## **LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 16 février 2017 modifiant la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2017-25-SG-CL relatif au marché "Désignation d'un prestataire pour la décoration d'espaces publics en période de Noël" établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 74.380,16 € hors TVA ou 89.999,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le marché serait conclu pour une durée potentielle de 36 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 30 mai 2017 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2017 du Budget communal, articles 421/73560:20170053.2017 et 42101/12402 : 15.000 €, et sera également inscrits aux exercices ultérieurs ;

## **LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2017-25-SG-CL et le montant estimé du marché "Désignation d'un prestataire pour la décoration d'espaces publics en période de Noël", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par la

réglementation en matière de marchés publics. Le montant estimé s'élève à 74.380,16 € hors TVA ou 89.999,99 €, 21% TVA comprise pour une durée potentielle de trois ans.

Article 2. - De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit en modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2017 du Budget communal, articles 421/73560:20170053.2017 et 42101/12402 : 15.000 €, ainsi qu'aux exercices ultérieurs.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**22. Marchés publics – MP 2017-26-SG-FC relatif à désignation d'un prestataire pour les services de téléphonie mobile et fixe pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise : conditions, mode de passation, liste de prestataires à consulter et CSCh –  
approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 135.000,00 €), et notamment l'article 2, 36° permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1° ;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant le cahier des charges N° 2017-26-SG-FC relatif au marché "Service de téléphonie mobile et fixe pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise" établi par le Directeur général;

Considérant que ce marché est divisé en :

\* LOT 1 : Services de téléphonie mobile, estimé à 36.800,00 € hors TVA ou 44.528,00 €, TVA comprise;

\* LOT 2 : Service de téléphonie fixe, estimé à 18.000,00 € hors TVA ou 21.780,00 €, TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 54.800,00 € hors TVA ou 66.308,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que les lots 1 et 2 sont conclus pour une durée de 12 mois, renouvelable tacitement à l'échéance sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 années ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que la Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS de Jurbise à l'attribution du marché;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que la date du 25 août 2017 à 12h00 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 27 juin 2017, obtenu le 28 juin 2017 et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2017, articles 104/421/722/762-12311, ainsi que 104/831/837/8441/8443/8451/8013-12311 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2017-26-SG-FC et le montant estimé du marché "Service de téléphonie mobile et fixe pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise", établis par le Directeur général. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 54.800,00 € hors TVA ou 66.308,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3. - La Commune de Jurbise est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de CPAS de Jurbise, à l'attribution du marché.

Article 4. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 5. - Copie de cette décision est transmise au CPAS.

Article 6. - De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- PROXIMUS, Boulevard du Roi Albert II 27 à 1030 Bruxelles;
- TELENET, rue Neerveld 105 à 1200 Bruxelles;
- ORANGE, Bourgetlaan 3 à 1140 Evere.

Article 7. - De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 25 août 2017 à 12h00.



Article 8. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2017, articles 104/421/722/762/12311, ainsi que 104/831/837/8441/8443/8451/8013/12311 et au budget des exercices suivants.

Article 9. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

### 23. Question(s) orale(s).

*Pour le Groupe PS, et malgré le fait que la question ait déjà été abordée en début de séance, Madame Senecaut pose la première question orale suivante :*

« Contrairement à ce qui est indiqué dans le P-V du conseil précédent, le groupe PS n'a reçu aucun courrier de motivation de Mme Galant quant au refus de répondre à la question relative aux lettres de félicitations adressées aux communiantes. Mme GALANT peut-elle adresser au groupe PS ce courrier comme elle en a fait état ? »

*Madame Senecaut, après avoir pris connaissance du courrier remis en début de séance par la Présidente, souhaite également préciser qu'elle n'a pas remis en question le recours à du papier à entête du Parlement wallon, ni le fait que les timbres aient été payés par la Présidente, mais plutôt la démarche engagée par celle-ci à l'égard des citoyens et de leurs convictions religieuses ou philosophiques. Par rapport au fait que ces courriers aient, d'une certaine manière, porté atteinte au principe de la laïcité, Madame Senecaut estime effectivement que même si la laïcité n'est pas inscrite telle quelle dans la Loi, l'Etat belge peut être considéré d'une manière générale comme un Etat laïque, et que par conséquent, ce type de démarche peut être jugé incommode.*

*La Présidente estime toutefois que ce type de polémique n'a pas sa place dans un conseil communal, et rappelle encore une fois à Madame Senecaut que le principe de la laïcité n'est inscrit dans aucun texte de loi. L'incident est clos de cette manière par la Présidente*

*Pour le Groupe PS, Monsieur Delhay pose la seconde question orale suivante :*

« A l'instigation du PS qui l'avait proposé au conseil communal, l'enseignement de Jurbise s'est inscrit dans un projet avec le Centre intercommunal de santé des cantons de Mons. Ce projet, consacré à la sensibilisation à la tolérance et au respect de l'autre, semblait particulièrement important en cette période troublée. Quel bilan peut-on en tirer ? Existe-t-il des perspectives de prolongation ou de diversification de ce concept ? »

*La Présidente apporte les éléments d'information suivants :*

« Des animations ont effectivement été réalisées durant l'année scolaire 2015-2016 dans le degré primaire supérieur, ainsi que cette année, et ce dans les trois écoles. Ces animations portent en général sur le vivre ensemble, ainsi que, par exemple, les risques pouvant découler de l'usage des réseaux sociaux.

Notons qu'à l'Ecole de Masnuy-St-Jean, une animation supplémentaire a été organisée en 4<sup>ème</sup> primaire, à la demande de la Directrice, car deux enfants rencontraient des problèmes relationnels entre eux.

Une représentante du Centre de Santé a pris contact avec les trois Directrices afin de leur proposer que ces animations soient réitérées l'an prochain. »

*L'Échevin de l'Enseignement précise également que divers projets réalisés dans les écoles l'ont été à la demande tantôt de la Direction, tantôt des enseignants : séances de sensibilisation au cyber-harcèlement, à l'hépatite, à l'usage des réseaux sociaux, etc... Il termine en précisant, en réponse à la question de Monsieur Delhaye, que ces formations et séances d'information se tiennent à partir de la quatrième année primaire.*

*Pour le Groupe PS, Monsieur Delhaye pose la troisième question orale suivante :*

« Un sentier pédestre reliant, depuis très longtemps, ces deux voiries est particulièrement fréquenté par les riverains et les clubs sportifs dans le cadre de leurs loisirs et comme moyen d'éviter la route d'Ath. Depuis peu, un panneau indiquant "route barrée" décourage ces utilisateurs. Nous souhaiterions connaître le statut de ce sentier et suggérons que la commune joue un rôle d'arbitrage pour permettre une utilisation raisonnée de cette voie qui jouxte désormais une nouvelle habitation. Ce sentier étant manifestement utilisé depuis plus de trente ans, il nous semble pouvoir bénéficier d'un droit de passage. Le PS suggère que dans sa politique de mobilité douce, la commune assure un aménagement de cet espace pouvant concilier la tranquillité des habitants et les aspirations des passants. »

*La Présidente apporte les éléments d'information suivants :*

« En sa séance du 26 juin 2017, le Collège communal a été informé de cette situation, qui touche effectivement un chemin (et non un sentier vicinal ou communal) utilisé depuis plusieurs années par les promeneurs, mais qui se trouve sur une parcelle privative.

Il s'avère effectivement que depuis quelques semaines, la liberté de passage sur cette parcelle a été limitée, voire empêchée, de par le placement d'une barrière, la pose d'une signalétique spécifique et l'ajout récent d'une barrière en plastique mobile.

Toutefois, même s'il n'est pas établi, à ce stade, si le responsable du placement de ces dispositifs est bien le propriétaire de la parcelle, la problématique ici évoquée est de ressort strictement privé et la Commune n'est pas en mesure d'imposer à un propriétaire privé de laisser libre accès sur sa propriété.

S'il est vrai qu'une occupation depuis minimum 30 ans permettrait d'invoquer la prescription acquisitive trentenaire, cette occupation doit pouvoir être prouvée, être incontestable et ininterrompue, et faire l'objet d'un dossier administratif solide et étayé. Si telle est leur intention, il appartient aux riverains intéressés, dont certains sont présents dans la salle, d'établir un tel dossier. »

*Monsieur Delhaye, tout en précisant que plusieurs riverains et usagers potentiels de ce chemin sont concernés par cette question, estime que la Commune a un rôle à jouer en termes de tentative de conciliation. Le passage sur ce chemin n'est pas empêché, mais plutôt découragé par la pose de ces barrières, et le maintien de ce chemin s'inscrirait dans la défense d'une mobilité douce sur l'entité.*

*Pour le Groupe PS, Madame Senecaut pose la quatrième question orale suivante :*

« Le nombre d'hirondelles dans nos contrées en baisse. Chacun le constate. Il est donc important de prendre des mesures de protection. Selon l'Union des Villes et Communes, les Communes ont un rôle à jouer pour aider les particuliers à les protéger. Les actions qui peuvent être menées sont de différents ordres : la sensibilisation via le journal communal, l'implication des citoyens dans le recensement de ces oiseaux et surtout la participation des services techniques communaux à la protection des nids en plaçant des planchettes de protection ou en réalisant des nids artificiels à l'attention des habitants volontaires. Etant donné son engagement récent en faveur du développement durable, le PS propose à la

majorité de s'impliquer dans ce type de programme. Quelles sont les intentions de la majorité quant à ce ? »

*La Présidente apporte les éléments d'information suivants :*

« En sa séance du 26 juin 2017, le Collège communal a pris connaissance d'une demande citoyenne à cet égard, demande motivée par les désagréments causés par les hirondelles sur l'habitation du demandeur. S'il est vrai que, en 2007, l'Union des Villes et Communes de Wallonie a répercuté sur son site Internet un article de l'ASBL Natagora, dans lequel l'ASBL invite les pouvoirs locaux à prendre certaines mesures jugées adéquates pour la protection des hirondelles, il n'apparaît pas opportun au Collège communal – dans le contexte actuel – de faire intervenir physiquement les services ouvriers sur des bâtiments privés pour y placer des planchettes ou autres dispositifs destinés à empêcher la nidification des hirondelles en sous-toiture. Pour ce qui concerne les mesures destinées à sensibiliser la population à la protection à accorder à ces oiseaux, le Collège communal s'y montre tout à fait ouvert. Par ailleurs, un travail de réflexion serait à mener avec les agriculteurs à cet égard, ceux-ci accueillant fréquemment des hirondelles dans leurs établissements. Enfin, pour information, le Collège communal a également l'intention de s'inscrire dans le Plan Fédéral Abeilles, et des contacts seront entrepris avec les apiculteurs de l'entité dans ce cadre ».

*Tout en prenant acte de la réponse de la Présidente, Madame Senecaut souhaite préciser qu'une intervention éventuelle des services communaux sur des domiciles privés ne concerneraient pas les politiciens, mais bien tous les citoyens de l'entité.*

*Pour le Groupe PS, Madame Senecaut pose la cinquième question orale suivante :*

« Le contexte du moment implique qu'il faut sensibiliser et préparer les citoyens mais également les enfants à des procédures visant à améliorer leur sécurité. L'organisation récente d'un exercice anti-terroriste dans l'école d'Erbisoeul a, à tort ou à raison, fait l'objet d'une attention médiatique. Le groupe PS souhaiterait connaître les leçons qui en ont été tirées par le pouvoir organisateur et interroge par ailleurs le Collège sur ses intentions quant à la réédition ou non de pareilles procédures dans les autres établissements. »

*Pour répondre à cette question, la Présidente laisse la parole à l'agent en charge du Service communal Sécurité-Prévention, et à l'Inspecteur principal Pierre Delsaut, de la Zone de police Sylle et Dendre. Ceux-ci présentent et expliquent à l'assemblée que l'exercice réalisé à Erbisoel s'inscrit dans le prolongement logique de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan d'Urgence communal, et a été préparé en coordination entre services communaux et policiers. Il s'agit d'un travail de fond et de longue haleine, qui aboutira non seulement à l'établissement d'un rapport circonstancié et d'une analyse de risques détaillée, mais aussi à l'établissement d'une série de conclusions, mesures et conseils destinés à renforcer la sécurité des bâtiments scolaires. Les informations nécessaires et utiles ont été communiquées, que ce soit à l'occasion de cet exercice réalisé à Erbisoel ou à l'occasion de celui réalisé à Masnuy-St-Jean, aux Directions, aux enseignants et aux parents. Ils précisent également que la manière dont la réalisation de cet exercice a été répercutée sur les réseaux sociaux est sans rapport aucun avec la réalité constatée sur le terrain. La Présidente précise par ailleurs que la réalisation de ce type d'exercices n'est pas une initiative strictement communale, mais s'inscrit dans le prolongement des recommandations établies dans le cadre du Plan d'Urgence communal et de celles fixées par le Gouverneur du Hainaut.*

*Tout en remerciant les deux intervenants pour leurs explications, Madame Senecaut et Monsieur Delhaye demandent quand un rapport sera réalisé à la suite de cet exercice. L'Inspecteur principal Delsaut leur*

*répond qu'un rapport complet, et une analyse de risque circonstanciée, seront établis une fois que les différents exercices auront été réalisés.*

*A la question posée par Madame Petit quant à la réalisation d'un debriefing à l'égard des enfants, l'agent en charge du Service communal Sécurité-Prévention lui confirme que non seulement un tel debriefing est réalisé, mais aussi que l'objectif est aussi d'habituer les enfants aux bons réflexes.*

*A l'issue de ces échanges, la Présidente remercie les deux intervenants.*

*Pour le Groupe PS, Monsieur Delhay pose une sixième et dernière question orale :*

« Il y a plusieurs mois, le PS a proposé au conseil une disposition visant à publier sur le site de la commune le cadastre des mandats de chacun des élus. Cette proposition a été acceptée à l'unanimité. A ce jour, sauf erreur, sa mise en œuvre n'est pas effective. Le collège peut-il nous informer sur le timing prévu et la méthodologie retenue ? La commune de Frasnes-les-Anvaing a concrétisé cette disposition de manière claire et simple. »

*La Présidente apporte les éléments d'information suivants :*

« Le cadastre des mandats, approuvés en séance du Conseil communal du 28 mars dernier, est en cours d'élaboration, sur base notamment du registre envoyé à la Région. Toutefois, certaines informations doivent être sollicitées auprès des diverses Intercommunales afin de disposer d'un cadastre complet. »

*A cet égard, tant le Groupe PS que la majorité exprime leur accord pour que l'Administration communale contacte chaque membre du Conseil afin d'obtenir les informations opportunes pour l'élaboration de ce cadastre.*

-----

## **24. Départ à la pension de Monsieur Alain Vanruyskenvelde**

---

**Huis clos :**

---

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,

La Présidente,